



ARRETE DU MAIRE
N°ST-2024-230

**OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE NELSON MANDELA, ALLEES DES ERABLES ET DES CHARMILLES POUR
TRAVAUX**

Le Maire de Champs-sur-Marne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 et L.2213-1,

VU le Code de la Route, notamment les articles R.411-8 et R.411-25,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière d'août 2009,

VU l'Arrêté municipal n°49 en date du 06 mars 2008 relatif à la coordination des travaux de voirie,

VU la demande de l'entreprise Routière Vallée de la Marne (RVM) pour le compte de GEOMARNE, en date du 05 août 2024, d'arrêté réglementant la circulation et le stationnement dans le cadre de travaux sur le réseau de chaleur urbain, rue Nelson Mandela, allées des Erables et des Charmilles, du 09 septembre au 25 octobre 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que de la circulation et du stationnement,

CONSIDERANT que les travaux sur le réseau de chaleur effectués par l'entreprise Routière Vallée de la Marne (RVM), rue Nelson Mandela, allées des Erables et des Charmilles vont perturber la circulation et le stationnement, ceux-ci doivent être réglementés afin d'assurer la sécurité des usagers et une bonne conservation du domaine public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 09 septembre au 25 octobre 2024, rue Nelson Mandela, à l'angle de l'allée des Erables:

- La circulation automobile sera maintenue sur demi-chaussée avec la mise en place d'un alternat manuel,
- Le stationnement sera interdit des 2 côtés sur 30 mètres,
- La vitesse sera limitée à 30km/h,
- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

ARTICLE 2 : Du 09 septembre au 25 octobre 2024, allées des Erables et des Charmilles:

- La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité,
- Le dépôt de matériel ou de matériaux est interdit sur le domaine public ;

ARTICLE 3 : L'entreprise Routière Vallée de la Marne (RVM) veillera à reprendre la réfection des revêtements qui devra être conforme et identique à l'existant,

ARTICLE 4 : L'entreprise Routière Vallée de la Marne (RVM) prendra toutes les dispositions de façon à réduire toute gêne pour le passage des véhicules de secours, des véhicules de transports en commun et des véhicules de collecte des déchets ménagers ;

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière sera mise en place 48h00 avant, et maintenue de manière opérationnelle par l'entreprise Routière Vallée de la Marne (RVM) pendant toute la durée de l'intervention ;

ARTICLE 6 : Le présent arrêté n'est opposable aux usagers qu'une fois la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'arrêté interministériel en vigueur ;

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la Route ;

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

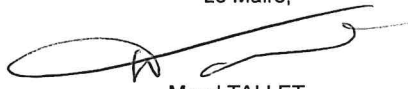
- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- RATP,
- TRANSDEV,
- SIETREM,
- RVM,
- GEOMARNE.

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au Représentant de l'Etat, a été publié le :

07/08/2024

Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,



Maud TALLET



Fait à Champs-sur-Marne, le 05 août 2024

Le Maire,



Maud TALLET



Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr